



P. CALESTREME CS  
17 Avenue Albert 1<sup>er</sup>  
64320 BIZANOS  
553 rue Bernard Palissy  
40990 SAINT PAUL LES DAX  
Tél. : 05 59 53 12 95  
contact@calestreme-cs.com




### **MAÎTRE D'OUVRAGE**

**Préfecture de zone défense sud-ouest**  
**S.G.A.M.I.SO**  
Pôle Immobilier  
2 rue Maréchal Joffre  
64021 PAU

### **PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE** Code du Travail - Articles L 4532-8 et R 4532-42 et suivants.

#### **STAND DE TIR**

**Hôtel de police de Bayonne (64100)**  
**Changement du piège à balles (*inclus remise à niveau d'équipements de ventilation du tunnel de tir*)**

Indice	Date	Objet de la mise à jour	Rédacteur	Visa
00	21/02/2024	Rédaction initiale	J.IPARRAGUIRRE	
01	07/03/2024	Modification MOA	J.IPARRAGUIRRE	
02	31/01/2025	Modification MOA	J.IPARRAGUIRRE	

**Titulaire :** Jérôme IPARRAGUIRRE, [jerome.iparraguirre@calestreme-cs.com](mailto:jerome.iparraguirre@calestreme-cs.com)

**Suppléant :** Ludovic PERLIE, [ludovic.perlie@calestreme-cs.com](mailto:ludovic.perlie@calestreme-cs.com)

#### **Diffusion**

Maître d'Ouvrage	1 exemplaire	<input type="checkbox"/> Courrier <input checked="" type="checkbox"/> e-mail <input type="checkbox"/> Fax <input type="checkbox"/> Autres :
------------------	--------------	---

Référence : 24014

<b>1</b>	<b>Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier</b>	<b>4</b>
1.1	Présentation du projet	4
1.2	Planning prévisionnel T.C.E.	5
1.3	Cadre réglementaire et contractuel de l'opération	5
1.4	Désignation des lots	5
1.5	Sujétions liées à la configuration et aux caractéristiques du site	5
<b>2</b>	<b>Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'Œuvre en concertation avec le Coordonnateur</b>	<b>6</b>
2.1	Base de cantonnement	6
2.2	Projet de Plan d'Installation de Chantier	6
2.3	Accès et circulations	6
2.4	Equipements de protection collective et individuelle	7
<b>3</b>	<b>Mesures de coordination prises par le Coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent</b>	<b>8</b>
3.1	Conditions de manutention des différents matériaux et matériels	8
3.2	Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage	8
3.3	Utilisation des protections collectives	8
3.4	Les mesures prises pour les installations communes	9
3.5	Mesures prises en matière d'interaction sur le site	11
<b>4</b>	<b>Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier</b>	<b>13</b>
4.1	Travaux dans site occupé	13
4.2	Interactions avec les usagers	13
<b>5</b>	<b>Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisants</b>	<b>13</b>
5.1	Nettoyage du site et salubrité	13
5.2	Mise en place du tri sélectif des déchets	13
<b>6</b>	<b>Organisation des secours</b>	<b>14</b>
6.1	Secours et évacuation	14
6.2	Lutte contre l'incendie	14
<b>7</b>	<b>Rôles et attributions</b>	<b>15</b>
<b>8</b>	<b>Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage</b>	<b>16</b>
<b>9</b>	<b>Annexe – Consignes en cas d'accident</b>	<b>17</b>

## Introduction

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Ouvre et le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) ont retenu un certain nombre de dispositions dans l'intérêt de l'ensemble des entrepreneurs. Les dispositions définies dans le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS) font partie intégrante du marché des entreprises. De plus suivant l'évolution du chantier la logistique chantier pourra être amené à s'adapter. Dans ce cas, le CSPS et le Maître d'Ouvre se réservent le droit d'y apporter des aménagements, modifications ou compléments. Les frais correspondants seront pris en charge par les entreprises dans le cadre du marché.

L'entrepreneur du lot unique doit remettre au CSPS un P.P.S.P.S. Il dispose de trente jours à compter de la réalisation de la Visite d'Inspection Commune pour établir ce plan.

L'entrepreneur qui fait exécuter en tout ou partie, le contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, remet à ceux-ci un exemplaire du P.G.C. et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

Les sous-traitants tiendront compte dans l'élaboration du P.P.S.P.S. des informations fournies par l'entrepreneur et notamment de celles qui sont contenues dans le P.G.C. Ces entrepreneurs disposeront de huit jours à compter de la réalisation de la Visite d'Inspection Commune pour établir le P.P.S.P.S.

Ce délai est valable pour les travaux de second œuvre.

L'entrepreneur doit indiquer dans son PPSPS la liste des salariés autorisés à signer le Registre Journal, la liste des Sauveteurs Secouristes du Travail ainsi que la liste des personnes habilitées à intervenir sur les installations de chantier.

*Les dispositions prises par le P.G.C. devront être respectées par l'ensemble des entreprises intervenantes sur le chantier (titulaires, cotraitantes, sous-traitantes (quel que soit le niveau de sous-traitance), tâcherons et travailleurs indépendants).*

## 1 Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier

### 1.1 Présentation du projet

Type :	Travaux de changement du piège à balles (inclus remise à niveau d'équipements de ventilation du tunnel de tir) de l'Hôtel de Police de Bayonne
Description des travaux :	Déplombage de la zone, remplacement du PAB Electricité Ventilation Peinture – Revêtements de sols (selon gabarit du nouveau PAB)

Le chantier est situé au 6 avenue Marhum 64100 BAYONNE.

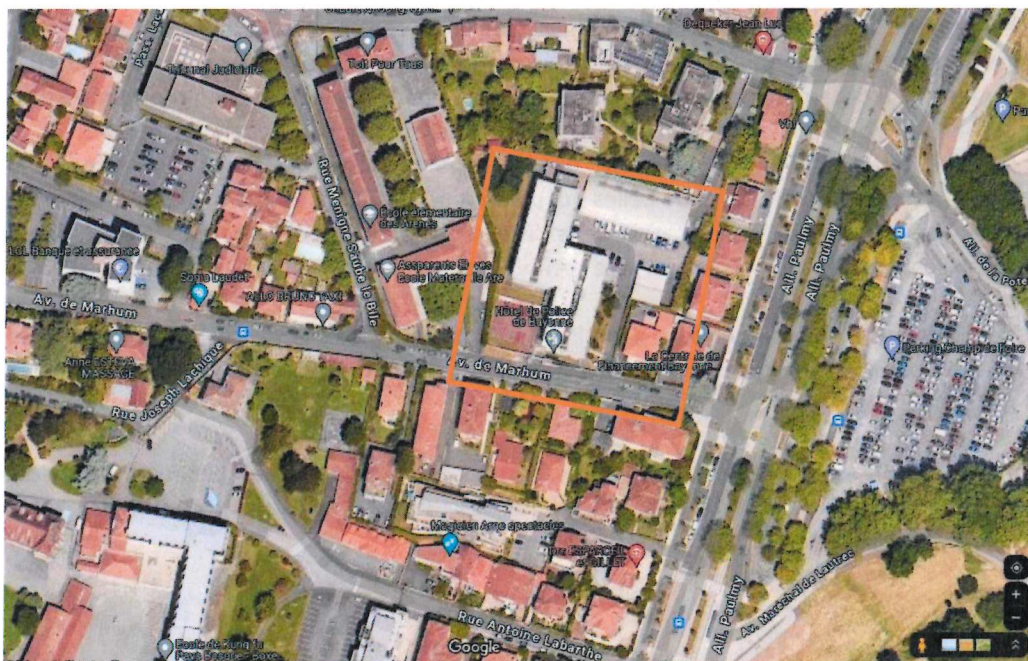


Figure 1 : localisation des travaux

Points d'attention spécifiques de l'opération (liste non exhaustive)	
Environnement externe (circulation et accès, proximité ERP, chantier contigu, ...)	Hyper centre-ville Stationnement (2 places de parking seront mises à disposition sur la cour d'honneur). Dépose des outils et matériaux par la cour de service (interdiction de stationner). Site en activité, hors zone des travaux. Site situé dans l'enceinte de l'hôtel de police (accès limité, autorisations à prévoir)
Présence de réseaux aériens et souterrains	MOA DT doit fournir les plans des réseaux existants
Environnement interne (chantier dans site occupé, présence d'amiante / plomb, emprise réduite, pollution du sol, ...)	Site en activité : la zone des travaux sera fermée au public pendant le chantier. Stationnement dans le site en activité (2 places de parking seront mises à disposition sur la cour d'honneur)



## 1.2 Planning prévisionnel T.C.E.

Date prévisible du début des travaux :	4 <sup>ème</sup> trimestre 2025
Période de préparation :	1 mois
Durée prévisible des travaux :	4 mois en usine + 1 mois sur site
Effectif estimé sur chantier en simultané :	10 personnels

## 1.3 Cadre réglementaire et contractuel de l'opération

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, dispositions transposées dans le code du travail (*Partie Législative et Partie Réglementaire - Titre III - Bâtiment et Génie civil - Articles L.4531-1 et suivants, et articles R4532-1 et suivants*).

Au regard de ces textes :

- Le Maître d'Ouvrage a classé le chantier en niveau 3.
- Le Maître d'Ouvrage a désigné un CSPS qui assure la rédaction du PGCSPS.
- La mission confiée au CSPS par le Maître d'Ouvrage est une mission à temps partiel.

## 1.4 Désignation des lots

Lots	Désignation	Entreprise désignée	IC	PPSPS
01	Section technique N°1 Piège par balles	A définir	A réaliser	A transmettre
01	Section technique N°2 Génie climatique	A définir	A réaliser	A transmettre

**Amiante : (bâtiment construit en 1995)**

**Obligation de réaliser un diagnostic amiante avant démolition/travaux pour les bâtiments dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997**

Rapport : Voir Maître d'ouvrage

## 1.5 Sujétions liées à la configuration et aux caractéristiques du site

### 1.5.1 Réseaux existants aériens ou enterrés

Toute entreprise devant effectuer des travaux listés dans le Décret n° 91-1147 doit effectuer les démarches réglementaires en la matière (travaux de terrassement, opérations de levage, ...)

- Etablissement des DT par la Maîtrise d'Ouvrage (validité de 3 mois)
- Etablissement des DICT par les entreprises (validité 3 mois)
- Tenir compte des préconisations indiquées par les concessionnaires dans le récépissé de retour DICT.

Les récépissés de DICT renseignés seront en possession de chaque entreprise concernée (y compris sous-traitants) avant toute intervention. Une copie des récépissés de DICT sera envoyée au coordonnateur SPS dès réception.

## 2 Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'Œuvre en concertation avec le Coordonnateur

### 2.1 Base de cantonnement

Les sanitaires seront mis à disposition par le maître d'ouvrage dans le bâtiment :

### 2.2 Projet de Plan d'Installation de Chantier

**L'entreprise titulaire du lot 01 fournira au Maître d'Œuvre et au CSPS un projet de plan d'installation chantier pour approbation.**

Doit apparaître sur le plan :

- Les clôtures de chantier et emprunt du domaine public (si nécessaire)
- Les déviations « piétons »
- Les zones de stationnements des véhicules entreprises
- Les zones de stockages, de chargements et de déchargement
- L'implantation de la voie de circulation à l'intérieur du chantier

### 2.3 Accès et circulations

#### 2.3.1 Accès

Il appartient à chaque entreprise de prendre toutes dispositions appropriées afin de supprimer les risques qui pourraient résulter de son activité sur l'ensemble du personnel intervenant sur le chantier ou pour les tiers (personnels de police, visiteurs, ...) gestion des entrées et sorties du chantier.

Un scan couleur recto verso de carte d'identité ou passeport de chaque personnel de chantier qui sera susceptible d'intervenir sur le site sera remis au SGAMI.

Chaque jour d'intervention, l'entreprise intervenante se présentera au poste d'accueil avec sa pièce d'identité ou lui sera remis un badge lui permettant d'accéder sur la zone de chantier.

L'accès se fera par l'entrée du site : les interactions avec les usagers du site seront prises en compte par les entreprises et une organisation sera définie lors des réunions de préparation (horaires, mesures de sécurité nécessaires, accès contrôlé, etc...)

#### 2.3.2 Personne autorisée à accéder au chantier

Chaque entreprise remet au Maître d'Ouvrage, la liste nominative des salariés travaillant sur le chantier.

Aucune autre personne n'est autorisée à accéder sur le site sans accord préalable du Maître d'Ouvrage et du CSPS.

Le chantier est interdit au public.

Des panneaux chantier interdit au public seront apposés en limite de chantier **par le lot 01.**


#### 2.3.3 Clôtures et portail de chantier

Le site est clos. Cependant, l'emprise du chantier sera délimitée avec des barrières métalliques et de l'affichage afin d'éviter les interactions avec le personnel du site occupé. A l'intérieur des bâtiments concernés par les travaux, des séparations provisoires seront mises en place si nécessaire afin de bien délimiter la zone chantier et la zone en activité.

L'accès à la zone de chantier sera interdite au personnel du site (affichage à prévoir, voir ci-dessous).

**Nota important** : Le chantier hors heures ouvrables doit être totalement clôturé et portail d'accès fermé.  
L'entreprise quittant le chantier en dernier devra refermer le portail d'entrée.

### 2.3.4 Affichage, signalisation et balisage de chantier

Détails des affichages réglementaires	Réalisation	Entretien	Utilisation
<b>Panneau de chantier</b> : avec les coordonnées des entreprises, des sous-traitants et de l'équipe technique	Lot 01	Lot 01	CHAQUE ENTREPRISE
<b>Affichages sur le chantier</b> : panneaux « EPI obligatoires », « chantier interdit au public » et autres panneaux de sécurité divers ; signalisations horizontales et verticales  	Lot 01	Lot 01	CHAQUE ENTREPRISE
<b>Affichage réglementaire</b> : Services de santé et de secours Nom des SST Interdiction de fumer Consignes de sécurité incendie	Lot 01	Lot 01	CHAQUE ENTREPRISE

### 2.3.5 Circulations horizontales et verticales

Les voies de circulation définies par les entreprises devront apparaître sur le PIC.

Si un risque est identifié sur le chantier, les entrepreneurs devront expliquer dans leurs PPSPS les moyens de protection pour palier à ces risques.

**Les échelles et escabeaux seront uniquement utilisées pour accéder à des postes de travail.** Ils ne peuvent pas être utilisés comme poste de travail. Les entreprises définiront les mesures qu'elles envisagent pour le travail en hauteur (exemple : nacelle, échafaudage, plateforme, etc...)

### 2.3.6 Circulations des engins de chantier

Les engins de chantier et véhicules de transport répondront à la réglementation en vigueur.

Une zone de stationnement est prévue par le maître d'ouvrage à l'intérieur du site. Elle sera utilisée à l'exclusion de toute autre pour le stationnement et le stockage du matériel, et sera fermée à l'aide de barrières métalliques type HERAS.

#### Stationnement :

Stationnement dans le site en activité (2 places de parking seront mises à disposition sur la cour d'honneur)

## 2.4 Equipements de protection collective et individuelle

**Les protections individuelles sont à envisager lorsque les protections collectives ne peuvent matériellement pas être mises en place.**

Chaque entreprise veillera à ce que son personnel soit équipé et utilise les équipements de protections individuelles adaptés à leur activité. L'entrepreneur est seul responsable du respect de cette règle.

**Vêtements et accessoires** : le port du casque et des chaussures de sécurité est **obligatoire** pour tout le personnel quelle que soit l'entreprise et l'activité du salarié.

Une tenue vestimentaire adaptée et couvrante est indispensable en toute saison.

Un masque anti-poussière, des lunettes de protection, des gants, et tout autre EPI jugé nécessaire, devra être ajouté à la tenue en fonction des tâches à réaliser.



**Protections auditives** : outre les indispensables protections individuelles, les entreprises devront retenir les **procédés limitant les bruits**. En cas d'impossibilité, il faudra prévoir d'autres solutions d'insonorisation (réduction du bruit à la source, suspension anti-vibratile, éloignement des machines, etc...). Les entreprises doivent choisir leur matériel en prenant en compte les **équipements moins bruyants**.

**Harnais de sécurité** : il ne doit être utilisé comme moyen de prévention des chutes de hauteur que pour des interventions ponctuelles, de courte durée et non répétitives. Le personnel est habilité à son port et à son utilisation.

### 3 Mesures de coordination prises par le Coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent

#### 3.1 Conditions de manutention des différents matériaux et matériels

L'employeur prend les mesures d'organisation appropriées ou utilise les moyens adaptés, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs (définis dans le PPSPS).

La conduite des engins de chantier est confiée à des conducteurs reconnus aptes médicalement et professionnellement. Chaque opérateur devra être en possession du titre d'habilitation établi par son employeur.

Un exemplaire des **rapports de vérifications réglementaires** que doivent subir les engins amenés à manutentionner doit être tenu à disposition sur le site par les entreprises intervenantes.

Toute opération de levage doit être placée sous la responsabilité d'un **chef de manœuvre formé, habilité et désigné**. Le personnel chargé de l'élingage doit être formé à ce type d'opération. Les engins de levage utilisables sur le chantier devront être identifiables (ex : autocollants apposés sur l'engin de levage).

Un plan de levage ainsi qu'une adéquation levage devront être établis pour les opérations de levage (portée importante, proximité ouvrages sensibles, proximité de réseau électrique aérien, ...).

#### 3.2 Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage

Les entreprises définiront en période préparatoire aux travaux les différentes **zones de chargement/déchargement et de stockage** (y compris zones de stockage tampon si besoin) utiles à la réalisation des travaux. Ces zones de stockage devront être aménagées et implantées sur une zone suffisamment plane et stabilisée, clôturée (signalisation indiquant chantier interdit au public) et être suffisamment dimensionnées pour permettre le chargement / déchargement / retournement des engins en sécurité. Aucun réseau aérien et enterré ne devra être à proximité des zones de stockage.

Les stockages devront prioritairement être effectués de plain-pied de façon à éviter tout risque de chute de hauteur lors des opérations d'élingage. Pas de stockage superposé (empilage) hors rack prévu à cet effet.

En cas d'**utilisation de produits chimiques**, l'entreprise précisera les règles de stockage relatives aux produits à employer ainsi que les dispositions de mise en œuvre qu'elle prévoit (ventilation, éclairage ...).

Les **Fiches de Données Sécurité (FDS)** des produits utilisés sur le chantier seront tenues à jour et consultables sur site.

#### 3.3 Utilisation des protections collectives

Chaque entrepreneur occasionnant un risque mettra en œuvre les **protections collectives** nécessaires préalablement à la réalisation des travaux en leur donnant la **priorité sur les mesures de protection individuelle**. En cas d'impossibilité de protéger collectivement une zone, l'entrepreneur fournira au Maître



d'Ouvrage et au CSPS un descriptif des mesures de prévention à mettre en œuvre après analyse (commune si besoin).

**Le démontage ponctuel d'une protection collective ne peut être envisagé qu'après mise en œuvre de mesures de prévention compensatoire. Dans ce cas, le personnel intervenant devra être informé du risque, être équipé de protections individuelles et la zone de travail devra être identifiée, balisée et une signalisation informant du danger devra être mise en place. Les protections collectives devront être remises en place dès la fin de l'intervention par l'entreprise qui les a retirées.**

	A charge de	Entretenu par	Utilisé par	Commentaires
Mise en place des protections collectives générales du chantier, maintenue les unes aux autres	TCE	TCE	TCE	
Mise en place de protections collectives d'une efficacité au moins équivalente à celles mises en place si enlèvement par une entreprise	TCE	TCE	TCE	
Mise en place des protections collectives inhérentes à ses activités	TCE	TCE	TCE	

### 3.4 Les mesures prises pour les installations communes

	A charge de	Entretenu par	Utilisé par	Commentaires
<b><u>Affichage obligatoire :</u></b>				
Panneau de chantier comportant le nom de tous les intervenants (y compris sous-traitants) et renseignements réglementaires	Lot 01	Lot 01	TCE	
<b><u>Zone-vie :</u></b>				
Sanitaires, eau chaude et eau froide potable	MOA	MOA	TCE	Mise à disposition des utilités (eau, électricité) par le MOA
Branchement de l'eau pour les installations sanitaires ainsi que le chantier	Sans objet			Mise à disposition des utilités (eau, électricité) par le MOA
Vestiaires	MOA	MOA	TCE	
Réfectoire conforme (frigo et micro-ondes au minimum) au code du travail	MOA	MOA	TCE	
Salle de réunion	MOA	MOA	TCE	
<b><u>Electricité :</u></b>				
Electricité de la zone vie : Branchement et fourniture de matériel réglementaire	MOA	MOA	TCE	Mise à disposition des utilités (eau, électricité) par le MOA
Vérification électrique de la base vie	Sans objet			
Branchement, fourniture et alimentation du coffret principal	Sans objet			
Branchement, fourniture et alimentation des coffrets secondaires (1 tous les 20m et par étage)	Sans objet			
Vérification électrique de l'ensemble des coffrets de chantier	Sans objet			

P.G.C. – 24014 – STAND DE TIR HOTEL DE POLICE - BAYONNE

Eclairage des zones sombres pendant les heures d'ouverture du chantier + base vie + zone de stockage + circulations verticales et horizontales	TCE	TCE	TCE	
<b>Accès :</b>				
Mise en place des moyens nécessaires pour accéder aux zones de travaux	Lot 01	Lot 01	TCE	
Aire de stockage, retournement, parkings	Lot 01	Lot 01	TCE	
Signalisation Routière – Gestion des entrées / sorties de chantier – Arrêtés municipaux d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public	Lot 01	Lot 01	TCE	
Nettoyage / Propreté des voiries	Lot 01	Lot 01	TCE	
Clôture et portail de chantier et maintien pendant toute la durée du chantier	Lot 01	Lot 01	TCE	

### 3.5 Mesures prises en matière d'interaction sur le site

#### 3.5.1 Consignation des réseaux

**CHAQUE ENTREPRISE** devra vérifier que toutes les installations ont bien été consignées et demander les attestations de consignation respectives au maître d'ouvrage.

**Une copie des attestations de consignation sera transmise au coordonnateur SPS.**

Consignation	A la charge de
Electricité	Chaque entreprise
Fluides	Chaque entreprise

#### 3.5.2 Inspection commune et risques liés au chantier

**L'inspection commune est OBLIGATOIRE pour chaque entreprise et chaque sous-traitant AVANT de démarrer ses travaux.**

**CHAQUE ENTREPRISE** prendra rendez-vous avec le coordonnateur SPS suffisamment à l'avance pour la réalisation de son inspection commune et de celle de ses sous-traitants.

**CHAQUE ENTREPRISE** indiquera si elle compte faire appel à des sous-traitants. En cas de changement de ses intentions, elle en informera dans les meilleurs délais le coordonnateur SPS.

#### 3.5.3 Rédaction du PPSPS par les entreprises

**La remise d'un PPSPS est OBLIGATOIRE pour chaque entreprise et chaque sous-traitant AVANT de démarrer ses travaux.**

L'entreprise indique dans son PPSPS si elle envisage d'avoir recours à des sous-traitants (nom de l'entreprise, tâches sous-traitées, date et durée d'intervention). Chaque sous-traitant devra réaliser son propre PPSPS.

**Le PPSPS de l'entreprise sera présent et consultable sur le chantier.**

**CHAQUE ENTREPRISE** indiquera dans son PPSPS, le cheminement et principe d'approvisionnement de leurs matériaux.

**CHAQUE ENTREPRISE** devra assurer le balisage des éventuelles aires de stockage, des échafaudages, de tout organe entravant la libre circulation dans l'enceinte du chantier.

#### Contenu du PPSPS :

- Les nom et adresse de l'entrepreneur.
- L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier.
- Les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.
- Les dispositions prévues pour les installations de chantier (voir ce PGC).
- Les **modes opératoires** : description des tâches réalisées par l'entreprise et les moyens mis en œuvre.
- **L'analyse des risques** : identification des risques générés par les activités de l'entreprise sur le chantier
- Les **mesures de prévention et de protection** : ce sont les mesures prises par l'entreprise pour prévenir les risques spécifiques générés par ses travaux pour son propre personnel et pour le personnel des autres entreprises avec lesquelles elle travaille en coactivité.
- Les mesures prises par l'entreprise pour prévenir les risques spécifiques générés par l'environnement dans lequel elle intervient.
- Les dispositions en matière de secours et d'évacuation.

Si des tâches non prévues initialement sont demandées à l'entreprise, le PPSPS sera mis à jour pour décrire les nouvelles tâches et les mesures de prévention associées.

Les entreprises prestataires (ex : livraisons) ne participent pas à l'acte de construire, elles ne sont donc pas soumises à PPSPS. C'est l'entreprise qui commande ces prestations qui doit intégrer dans son PPSPS les risques générés et les dispositions prises en matière de sécurité et de protection de la santé.

#### 3.5.4 Lot 01 : Piège à balles & Génie climatique

<p>L'entreprise définira un plan de retrait et transmettra ce document aux organismes compétents et au CSPS.</p> <p>Les travaux de la zone impactée commenceront après (1 mois d'instruction du plan de retrait). Une inspection commune sera également réalisée avant le démarrage des travaux.</p> <p>L'entreprise définira au niveau de son PPSPS sous forme de fiche méthode détaillée les mesures de prévision envisagées pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Approvisionnement et stockage</li> <li>- L'éclairage horizontal et vertical</li> <li>- Les travaux en hauteur</li> <li>- Les périmètres de travaux nécessaires (échafaudage roulant, co-activité avec les autres corps d'état)</li> <li>- Manutentionner les menuiseries</li> <li>- Assurer la protection contre les chutes de hauteurs.</li> <li>- La découpe et fixation des matériaux (lieux et techniques)</li> <li>- La mise en service de l'installation</li> </ul>	Lot 01	
L'entreprise fournira un plan de gestion de ses déchets (nettoyage quotidien).	Lot 01	Lot 01
L'entreprise fournira au fur et à mesure de l'avancement du chantier au coordonnateur tous les documents utiles à la constitution du DIUO. Ces documents comportent les notices, plans de récolement et tout autre document nécessaires à la constitution du dossier.	Lot 01	



## 4 Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

### 4.1 Travaux dans site occupé

- Laisser libre les accès aux organes de commande et aux bâtiments
- Laisser libre et protéger les zones de circulation
- Baliser / clôturer / panneauter de manière claire et lisible
- Planifier les levages sur bâtiments occupés / en service
- Privilégier les rotations ou les travaux dérangeants (bruit, ...) en dehors des horaires du site
- Des réunions préparatoires seront organisées pour planifier les interventions (phasage, consignation, EPC, ...) et le rôle de chaque acteur
- S'il existe, se référer au DIUO.

### 4.2 Interactions avec les usagers

- Mise en place de panneaux de signalisation routière à proximité du chantier pour indiquer la présence de travaux et la circulation de camions et d'engins
- Prévoir les accès piétons à travers le chantier, nécessaires à l'activité du site où se trouvent les travaux (balisages, affichages, tant pour le personnel du site que pour le personnel du chantier)
- Afficher l'interdiction d'entrer sur le chantier pour les tiers
- Toujours garder le chantier clos.

## 5 Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisants

### 5.1 Nettoyage du site et salubrité

Détails des mesures d'ordre et de nettoyage	Réalisé	Entretenu	Utilisé
Nettoyage quotidien des installations communes	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Fournitures de consommables d'hygiène (savon, essuie-main, papier toilette) autant que nécessaire	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Nettoyage de la salle de réunion	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Nettoyage quotidien du chantier et abords	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Evacuation des déchets et gravats	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

### 5.2 Mise en place du tri sélectif des déchets

Pendant la période de préparation chaque entrepreneur établira un plan de tri sélectif précisant le type de déchets qu'il produira au cours du chantier et leur destination (décharge, valorisation). Toutes ces informations seront collationnées dans un plan général de tri. Ce plan précisera les types de déchets,

- Classe III : Gravats inertes propres (gravats, terre, cailloux)
- Classe II : Produit banal non valorisable
- Classe I : Déchets industriels spéciaux (produits industriels toxiques, peinture, solvants, néons, etc...).

Ainsi que la valorisation des déchets industriels banals valorisables : cartons, matériaux ferreux, déchets verts, etc.

**CHAQUE ENTREPRISE** sera responsable de l'évacuation QUOTIDIENNE de ses déchets et gravats.

Si nécessaire, une benne de chantier peut être mise en place par l'entreprise qui en a la nécessité sur la zone du parking réservée au chantier.

**Aucun stockage de gravats, non organisé, ne sera accepté tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du chantier. Les cartons, papiers, cartons emballages seront évacués par l'entreprise qui les a amenés, sans délai et au plus tard le soir. RAPPEL : l'incinération des déchets est STRICTEMENT INETRDITE.**

Dans le cas où une des entreprises serait défaillante dans le nettoyage ou l'évacuation des déchets, il serait demandé au Maître d'Ouvrage de faire **exécuter ces travaux de nettoyage et d'évacuation des déchets par une autre entreprise au frais de l'entreprise défaillante.**

Toutes les mesures nécessaires seront prises pour **éviter des dégagements de poussières** pendant les chargements et évacuations des gravats. Les entreprises devront décrire dans le PPSPS les modalités mises en œuvre pour éviter la propagation de ces poussières (exemple : goulotte et bennes bâchées).

## 6 Organisation des secours

### 6.1 Secours et évacuation

Détails des mesures de secours et évacuation	Réalisation	Entretien	Utilisation
Procédures de secours et d'évacuation dans le PPSPS, affichées sur chantier et expliquées au personnel (accueil sécurité)	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Possession d'une trousse de secours	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Responsabilité de la mise en place des SST sur le chantier	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
L'entreprise responsable du SST devra : <ul style="list-style-type: none"><li>• Posséder une trousse de premier secours sur place</li><li>• Passer les consignes à l'entreprise suivante</li></ul>	Selon avancement du chantier	Selon avancement du chantier	CHAQUE ENTREPRISE

Appel des secours : voir [annexe 1](#).

En cas d'accident, avertir les personnes suivantes APRES l'appel aux secours (si besoin) :

- Responsable de l'entreprise concernée par l'accident
- Responsables du chantier (maitre d'œuvre, maitre d'ouvrage, etc...)
- Coordonnateur SPS
- Exploitants (en cas de chantier en site occupé)

Chaque entrepreneur devra pouvoir justifier sur le chantier de l'aptitude médicale de son personnel, quelque soit son statut et en fonction des travaux réalisés.

### 6.2 Lutte contre l'incendie

Des extincteurs appropriés à eau pulvérisée et à poudre seront mis en place obligatoirement dans les lieux suivants :

- Dans chaque zone de travaux (à charge de **CHAQUE ENTREPRISE**)

- Pour tous travaux par point chaud dans les locaux où seront réalisés ces travaux à charge des entreprises réalisant ces travaux (présence de l'extincteur au poste de travail)

Si des travaux pouvant générer un risque d'incendie sont entrepris, ils devront être **terminés au minimum 2 heures avant que le personnel quitte le chantier**, afin d'assurer une surveillance et d'éviter tout départ de feu.

## 7 Rôles et attributions

	<b>Adresse</b>	<b>Téléphone</b>	<b>Mail</b>
<b>Maitre d'Ouvrage</b> <b>Maitre d'Œuvre</b>	Préfecture de zone défense sud-ouest S.G.A.M.I.SO Pôle Immobilier 2 rue Maréchal Joffre 64021 PAU	05 59 98 26 05	<a href="mailto:sgami-so-dim-sli64@interieur.gouv.fr">sgami-so-dim-sli64@interieur.gouv.fr</a>
<b>Coordonnateur SPS</b>	CALESTREME CS Siège : 17 Avenue Albert 1 <sup>er</sup> 64320 BIZANOS	05 59 53 12 95	<a href="mailto:contact@calestreme-cs.com">contact@calestreme-cs.com</a>
<b>Exploitants</b>	Hôtel de police de Bayonne 6 Rue de Marhum, 64100 Bayonne		
<b>DIRECCTE</b>	DIRECCTE – 8 Esplanade de l'Europe, 64600 Anglet	05 59 46 00 75	
<b>Caisse Régionale d'assurance Maladie</b>	CARSAT NOUVELLE AQUITAINE Service Prévention 80 Avenue de la JALIERE 33053 BORDEAUX CEDEX	05 56 11 64 35	
<b>OPPBTP</b>	OPPBTP NOUVELLE AQUITAINE Immeuble « Les Bureaux du Tasta » Bâtiment C 4.4 – 1 <sup>er</sup> Etage 9 Avenue Raymond Manaud 33524 BRUGES CEDEX	05 56 34 03 49	
<b>Service Départemental d'Incendie et de Secours</b>	SDIS 64	18	
<b>Météorologie</b>	Prévisions régionales Prévisions départementales	08 36 68 00 00 08 36 68 02 64	

Toute entreprise devant intervenir sur le chantier devra être agréée par le Maître d'Ouvrage.



## 8 Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage

CONTENU du D.I.U.O. (Décret 94-1159 du 26 décembre 1994)

❖ Chantier : Réaménagement COD - Préfecture des Pyrénées Atlantiques - PAU

❖ Points à traiter :

Lieux de travail :	A traiter	Sans objet
• Amiante (matériaux contenant de l'amiante)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Plomb (matériaux contenant du plomb)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Eclairage	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
• Aération	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Assainissement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
• Installations électriques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Interventions sur le bâtiment :	A traiter	Sans objet
✓ Nettoyage des surfaces vitrées :	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
• en élévation	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
• en couverture	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
✓ Accès et circulation en couverture :	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
• moyens d'arrimage pour des interventions de courte durée	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
• les possibilités de mise en place rapide des garde-corps ou de filets de protection pour les interventions les plus importantes	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
• les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes (tous appareils et locaux techniques)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
• la présence de matériaux fragiles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
✓ Désenfumage :	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
✓ Entretien des façades :	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
✓ Portes et portails automatiques et semi-automatiques :	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
✓ Travaux d'entretien intérieurs :	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
• ravalement de hall de grande hauteur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
• accès aux gaines techniques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• accès aux cabines d'ascenseur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
○ Locaux techniques et sanitaires pour le personnel d'entretien	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>





## 9 Annexe – Consignes en cas d'accident

### En cas d'accident

Appelez le Sauveteur Secouriste du Travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

**Téléphonez au 18 ou 112**  
**et dites ...**

#### **1 Ici chantier de bâtiment**

**Au 6 avenue de Marhum 64100 BAYONNE**

#### **2 Précisez la nature de l'accident...**

*Exemple : éboulement, asphyxie, chute, ..., et la position du blessé (exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille, ...), ..., et s'il y a nécessité de dégagement.*

#### **3 Signalez le nombre de blessés et leur état**

*Exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.*

#### **4 Décrivez l'intervention du secouriste**

*Exemple : premiers soins, bouche à bouche, ...*

#### **5 Fixez un point de rendez-vous** et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

#### **6 Faites répéter le message.** Ne raccrochez jamais le premier.

### **SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL**

Une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les Sauveteurs Secouristes du Travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.

